



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

**Chronique de Mo Ibrahim**

**Ne tenez pas l'Afrique pour acquise**  
Faire évoluer les idées reçues sur le continent africain est la priorité de la Fondation Mo Ibrahim (MIF) depuis sa création en 2006. C'est tout l'objet de ce dernier ... • (Page 08)

**Togo /Arcep**

**Fin de la 3ème tournée de sensibilisation des consommateurs**  
L'Autorité de Régulation des Communications ... • (Page 10)



**Fonds vert pour le climat**

**La BOAD rehausse son niveau de re-accréditation**



**Meilleure Banque d'Afrique pour les PME**

**Ecobank, une nouvelle fois, remporte le prix Euromoney**

**Transport aérien**

**Air Peace annonce la ligne Lagos-Lomé-Lagos**

La compagnie aérienne Air Peace élargit sa connectivité régionale avec le ... • (Page 02)

**Marché financier régional**

**La BRVM mobilise des start-ups ivoiriennes**

La salle de cotation au siège de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) à Abidjan a servi de cadre à une rencontre d' ... • (Pages 04)

**Pêche**

**Le Gabon accepte formellement l'Accord sur les subventions**

Le Gabon a déposé son instrument d'acceptation de l'Accord sur les subventions à la pêche le 12 juillet, devenant ainsi le troisième pays africain à ... • (Page 06)

**Football**

**La CAF annonce une augmentation significative de ses revenus**

La Confédération africaine de football (CAF) a affiché, jeudi 13 juillet 2023, des ... • (Page 11)

**Cours des devises offert par**

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
<b>Achat</b>	655,957	591,500	4,230	766,250	675,000	446,500	81,750	160,500
<b>Vente</b>	655,957	598,500	4,290	773,250	681,000	453,500	83,500	163,500

## Transport aérien

## Air Peace annonce la ligne Lagos-Lomé-Lagos

La compagnie aérienne Air Peace élargit sa connectivité régionale avec le lancement de la ligne Lagos-Lomé-Lagos à partir du 28 juillet 2023, révèle un communiqué de presse publié par la compagnie aérienne le jeudi 13 juillet 2023.



• Joël Yanclou

Air Peace indique que la liaison Lagos-Lomé-Lagos sera exploitée avec les jets Embraer 145 de 50 places. « Nous étendons notre présence en Afrique de l'Ouest pour connecter stratégiquement les principales villes de la sous-région, faciliter la connectivité des Africains et renforcer les liens commerciaux entre les pays. Air Peace s'est engagé à alléger le fardeau du transport aérien des Africains, et cela continuera à stimuler l'expansion de nos routes ainsi que la modernisation de notre flotte.

Nous avons également récemment reçu deux Boeing 737-700 pour renforcer davantage nos opérations nationales et régionales », indique le communiqué de presse. Sur les opérations d'Antigues, Air Peace annonce qu'elle offrirait les meilleures offres de vol aux clients qui prévoient de voyager pour le carnaval d'Antigues du 5 au 9 août 2023, ainsi que des forfaits hôteliers sur mesure de Tour Brokers International. De même, la compagnie aérienne a laissé entendre qu'elle s'apprête à reprendre les vols vers la Chine, ajoutant que davantage de liaisons et d'itinéraires comme le

Congo Kinshasa et Abidjan sont en préparation. Avec les opérations de Lomé, les liaisons régionales d'Air Peace passeront à huit, dont Douala et Niamey lancées respectivement en 2021 et 2022. La compagnie aérienne a également annoncé des vols spéciaux vers Antigues entre le 5 et le 9 août 2023, en partenariat avec Tour Brokers International. Air Peace, avec une flotte moderne mixte croissante de B737, E195-E2, B777, E145, Airbus 320 et Dornier 328, est à la tête de l'industrie aérienne nigériane avec un réseau de vingt liaisons intérieures, sept liaisons régionales et cinq destinations internationales. Air Peace est une compagnie aérienne nigériane privée fondée en 2013 dont le siège se situe dans l'État de Lagos, au Nigéria. Air Peace, qui fournit des services de passagers et d'affrètement, dessert les principales villes du Nigéria et dessert plusieurs destinations en Afrique de l'Ouest et au Moyen-Orient



## Image du jour



Le Président de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye DIOP a rencontré le Gouverneur de la BCEAO, Jean Claude KASSI BROU, ce 14 juillet 2023 Dakar. Les deux chefs d'Institution ont abordé plusieurs sujets d'intérêt commun.

## AUX DECIDEURS...

## Cultures génétiquement modifiées, une solution à la faim ?

La faim et la sous-alimentation sont deux éléments de l'insécurité alimentaire qui sévissent en Afrique depuis des années. Et la menace grandit.

En 2022, la région africaine représentait le niveau de faim le plus élevé tel que décrit par l'Indice de la faim dans le monde. Selon l'Organisation mondiale de la santé, plus de 340 millions d'Africains étaient sous-alimentés et en situation d'insécurité alimentaire grave entre 2014 et 2020.

La faible productivité agricole et les pertes après récolte en sont quelques-unes. Les preuves des deux dernières décennies suggèrent que les cultures génétiquement modifiées (GM) pourraient résoudre la faible productivité agricole, la nutrition et l'insécurité alimentaire sur le continent.

Les scientifiques ont montré que la technologie GM augmente le rendement, développe des cultures résistantes aux maladies et crée des variétés qui peuvent tolérer la sécheresse.

Mais la technologie est controversée. En Afrique, seuls le Nigéria, l'Eswatini, l'Éthiopie, le Malawi, le Soudan, l'Afrique du Sud et le Kenya autorisent la production commerciale et l'importation de produits GM. D'autres pays africains s'y opposent, en grande partie à cause de la position de l'Union européenne (UE) sur les produits GM, des capacités scientifiques limitées et du coût élevé de la réglementation.

Les réglementations strictes de l'UE sur les produits GM ont affecté ses partenaires commerciaux, y compris les pays d'Afrique. L'Égypte et le Burkina Faso, qui avaient commercialisé du maïs et du coton GM en 2008, ont fait marche arrière sur les OGM en partie à cause de leurs relations commerciales avec l'UE.

En 2013, Ademola Adenlé, Professeur de sciences de la durabilité, Université technique du Danemark a mené la plus grande étude de l'histoire de l'agriculture GM en Afrique. Il a fourni de nouvelles perspectives sur le statut, le développement et la réglementation des cultures GM, à travers les points de vue de 305 parties prenantes dans six pays africains.

Dans l'étude, il a été développé un cadre pour l'adoption de cultures GM que nous avons appelé fibres-aliments pour animaux (F-3). Le cadre F-3 adopte d'abord le coton (fibre) GM, suivi des aliments GM pour le bétail, puis des aliments GM. Il garantit que toutes les évaluations de risques nécessaires sont effectuées entre le coton GM et les aliments pour animaux GM avant de produire des aliments GM destinés à la consommation humaine. Et cela aide à familiariser les agriculteurs et le public avec les nouvelles technologies et à apaiser leurs inquiétudes concernant la sécurité. La technologie contribue déjà à la sécurité alimentaire mondiale. Un rapport du Service international pour l'acquisition d'applications agro-biotechnologiques attribue à la technologie GM la production mondiale de 330 millions de tonnes de soja et de 595 millions de tonnes de maïs au cours des 25 dernières années. L'adoption de la technologie GM parmi les ménages producteurs de coton en Inde a réduit l'insécurité alimentaire de 15 à 20 % entre 2004 et 2008.

La recherche sur la valeur ajoutée de la plantation de cultures GM a montré que 65% du gain provenait d'un rendement et d'une production plus élevés et 35% d'une baisse des coûts.

Les agriculteurs des pays en développement ont bénéficié de plus de la moitié du gain de valeur mondial de 186,1 milliards de dollars depuis le milieu des années 1990. En 2019, le Brésil, l'Argentine, l'Inde, le Paraguay et la Chine faisaient partie des 10 pays qui ont planté le plus de cultures GM au monde.

La technologie GM offre également une teneur plus élevée en éléments nutritifs dans les cultures. Par exemple, un essai de patate douce biofortifiée en provitamine A a réussi au Mozambique et le produit a été accepté par les jeunes enfants. Cela améliore potentiellement la santé des enfants.

Les cultures GM ont montré des avantages environnementaux en réduisant les gaz à effet de serre et l'utilisation de pesticides dans les pays développés. Par exemple, une étude de 2020 a suggéré que la technologie GM dans le monde empêchait l'émission de 23,6 milliards de kilogrammes de dioxyde de carbone. Cela signifie que la technologie peut aider à lutter contre le réchauffement climatique.

La politique, la recherche et la communication scientifique doivent s'aligner. L'objectif est de s'assurer que les aliments GM peuvent être consommés sans danger et d'aider à éliminer la faim et la malnutrition.

Midas Tigossou

## Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km <sup>2</sup>	21,7 km <sup>2</sup>	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Fonds vert pour le climat

# La BOAD rehausse son niveau de re-accréditation

Du 10 au 13 juillet 2023 s'est tenue à Songdo, Incheon, République de Corée du Sud, la 36ème réunion du Conseil d'Administration du Fonds Vert pour le Climat (FVC) qui a approuvé un nouveau Plan Stratégique 2024 – 2027 avec pour ambition d'accélérer l'octroi des ressources pour lutter contre les changements climatiques via les Agences Accréditées.

• Junior Aredola

Au cours de ses travaux, le FVC a également ré-accrédité la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), (la première accréditation datant d'avril 2017) avec un rehaussement du niveau de ré-accréditation sur le plan de la catégorisation environnementale et sociale des projets qui passe ainsi de « B/I 1 » à « A/I 1 ». Sur le plan fiduciaire, la Banque est ainsi autorisée à mobiliser des ressources allant jusqu'à 250 M USD par projet. Cette ré-accréditation permet à la BOAD de mobiliser au profit des Etats membres de l'UEMOA, des dons, des prêts dont les taux seront compris entre 0 et 1,75%, des garanties, et des lignes de refinancement pour la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques. Il faut noter que suite à son évaluation, le Panel de ré-accréditation du FVC a conclu à l'alignement du portefeuille de la BOAD sur les priorités nationales liées au climat des Etats membres de l'UEMOA. Il a également reconnu qu'elle intervient dans

les domaines de résultats du Fonds tels que les infrastructures, la production et l'accès à l'énergie, les moyens de subsistance des personnes et des communautés, les forêts et l'utilisation des terres, les écosystèmes et les services écosystémiques, la santé, l'alimentation et la sécurité hydrique. Aussi, la Banque renforce la participation du secteur privé à travers la promotion du verdissement du secteur financier et l'innovation financière pour accroître les investissements privés en faveur du climat. Le FVC encourage la BOAD à poursuivre ses efforts visant à aligner son portefeuille sur l'objectif de neutralité climatique d'ici 2050, faire avancer les engagements relatifs à la résilience climatique et renforcer sa capacité interne pour soutenir la lutte contre le changement climatique. Serge EKUE, Président de la BOAD, suite à cette ré-accréditation, a réaffirmé la détermination de l'institution à se tenir aux côtés des Etats de l'UEMOA : « à la BOAD nous demeurons déterminés à accompagner nos Etats membres dans le financement de projets visant



l'atténuation et la mitigation des effets néfastes des changements climatiques, et à appuyer leur efforts dans le sens d'un développement économique décarbonné, en droite ligne avec les engagements de notre plan stratégique 2021-2025 dont l'un consiste à consacrer 25% de nos financements pour soutenir nos Etats membres en vue du renforcement de leur résilience face aux changements climatiques ».

### De la BOAD

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)

est l'institution commune de financement du développement des Etats de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Etablissement public à caractère international, la BOAD a pour objet, aux termes de l'Article 2 de ses statuts, « de promouvoir le développement équilibré des Etats membres et de réaliser l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest » en finançant des projets prioritaires de développement. Elle est accréditée auprès des trois mécanismes de financement de la finance climat (GEF, AF, GCF). Depuis 2009, la

BOAD siège en tant qu'observateur à la CCNUCC et participe activement aux discussions relatives à la construction d'une architecture internationale de la finance climat. Elle abrite, depuis janvier 2013, le premier Centre régional de collaboration (CRC) sur le Mécanisme pour un développement propre (MDP) dont le but est d'apporter un soutien direct aux gouvernements, aux ONG et au secteur privé, pour l'identification et le développement de projets MDP. Elle s'est engagée à la neutralité carbone à l'horizon 2023.

### Du Fonds Vert Climat

Le Fonds Vert pour le Climat (FVC) est un fonds mondial créé pour soutenir les efforts des pays en développement pour répondre au défi du changement climatique. Le FVC aide les pays en développement à limiter ou réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) et à s'adapter aux changements climatiques. Il vise à promouvoir un changement de paradigme vers un développement à faible émission et résistant au climat, en tenant compte des besoins des pays qui sont particulièrement vulnérables aux impacts du changement climatique. Il a été mis en place par les 194 pays qui composent la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en 2010, dans le cadre du mécanisme financier de la Convention. Il vise à fournir des fonds égaux à l'atténuation et à l'adaptation, tout en étant guidé par les principes et dispositions de la Convention.



La rédaction

## Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI : World economic outlook : dernières données disponibles : (e) estimation

### Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

### Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Développement du marché financier régional

La BRVM mobilise des start-ups ivoiriennes

La salle de cotation au siège de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) à Abidjan a servi de cadre à une rencontre d'échanges entre l'institution sous-régionale et des Start-up ivoiriennes ce jeudi 13 juillet 2023.

● Joël Yanlo

L'objectif visé par la BRVM en organisant cette rencontre avec ces acteurs clé de l'économie, était de leur présenter les opportunités qu'offre la BRVM et recueillir leurs attentes particulières. A cet effet, une présentation en quatre points a permis, dans un premier temps de donner un aperçu historique du marché, son organisation, son architecture, les évolutions des marchés primaire et secondaire au cours de ces dix dernières années en termes de ressources levées, de performances réalisées avec un focus sur l'année 2022. Dans un second temps, de présenter les modes de financement classiques et innovants auxquels les Start-up ont ou peuvent avoir recours au cours de leur cycle de vie,



notamment les financements par la bourse. Dans un troisième temps, la présentation de quelques success stories de Start-up introduites en bourse dans le monde. Enfin, un partage d'expériences avec les Start-up présentes a eu lieu. Au terme des échanges fort enrichissants, les parties ont convenu de travailler autour de trois axes majeurs de collaboration, à

savoir (i) Comment les fin-techs peuvent aider à vulgariser davantage la BRVM ? (ii) Comment faire évoluer les aspects règlementaires et technologiques pour favoriser l'accès à la bourse ? (iii) Comment offrir un accès au marché aux Start-up pour se financer et se faire coter à la bourse ? Les Start-up présentes à cette rencontre ont posé avec la cloche de la BRVM avec pour ambition de la faire sonner un jour lors de leur introduction en bourse. Ont participé à cette rencontre, les Start-up : COLIBA Africa, JOOL international, PANELYS Cash, EJARA, DJAMO, Groupe DPSE et INNOVING qui recevait le Comité de Direction de la BRVM conduit par Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, son Directeur Général.



Assainissement

L'ANASAP ouvre une antenne régionale à Kara

Au Togo, l'Agence nationale d'assainissement et de salubrité publique dispose désormais d'un relais sur le territoire. L'organisme gouvernemental a officiellement ouvert le vendredi 7 juillet dernier, sa toute première antenne régionale à Kara.

L'ouverture de cette antenne, si elle s'inscrit dans la volonté de l'Agence de se rapprocher des populations de l'intérieur, répond également aux sollicitations de certaines communes, parmi lesquelles celles de Kozah 1 et de Tône 1 qui ont signé un accord de partenariat, il y a un an avec l'institution. "Il était naturel qu'après Lomé, l'agence s'implante progressivement à l'intérieur du pays afin de

couvrir tout le territoire national et avec le souci de rapprocher les services publics des populations", a expliqué le directeur de cabinet du ministère de l'urbanisme et de l'habitat, département de tutelle de l'ANASAP. Depuis son opérationnalisation en 2015, l'agence concentrait ses activités à Lomé, où la question de la salubrité et de l'assainissement était devenue une priorité gouvernementale. Pour rappel,

les activités de l'ANASAP sont essentiellement axées sur la salubrité et l'assainissement, notamment le curage des caniveaux, la destruction des dépotoirs sauvages, la création d'espaces verts, le désherbage. Avec le démarrage effectif de la décentralisation, les activités se font désormais en synergie avec les communes.

(Togo Officiel)

Togo

8283 entreprises créées au premier semestre 2023

Au Togo, à fin juin 2023, 8283 nouvelles entreprises ont été enregistrées dans les registres du Centre de formalités des entreprises (CFE). En comparaison, ce bilan dégage une tendance haussière de 15% par rapport aux 7195 créées au premier semestre 2022.

Selon les données consultées par Togo First, sur la période, 5989 sont portées par des hommes, contre seulement 2294 par les femmes, soit seulement 27%. Cette portion d'entreprises lancées par les femmes est en baisse rapportée aux 2907 dont elles étaient propriétaires durant les 6 premiers mois de 2022. Les statistiques rapportent également que sur les 8283 structures économiques enregistrées au CFE, 6871 sont à l'initiative des Togolais contre 6.092 l'année dernière, ce qui traduit une progression



de 12%. Sur la même période, 1412 sont portées par des étrangers. Autre détail, la part déclarée par les personnes physiques a évolué de 4379 au premier semestre

2022 à 5015 cette année contre 3268 pour les personnes morales, également en hausse de 16% en glissement annuel.

Avec Togo First

Décentralisation

Le ministre Boukpassi lance les Bureaux du Citoyen

Au Togo, la vie des communes connaît un nouveau développement, avec le lancement par le gouvernement du "Bureau du citoyen", une structure de proximité pour aider au dialogue entre les autorités municipales et leurs administrés.



Le ministre de l'administration territoriale, de la décentralisation et du développement des territoires, Payadowa Boukpassi, a récemment pris un arrêté visant à mettre en place ces structures, qui auront pour mission de recueillir les attentes, préoccupations et suggestions des citoyens afin de les transmettre au maire et d'encourager la participation citoyenne dans la gestion des affaires locales. Selon les informations, le Bureau du Citoyen devrait ainsi être composé d'un coordinateur et d'un rapporteur, tous

deux issus de la société civile et originaires de la commune concernée. Ces derniers travailleront en collaboration avec le maire pour promouvoir la citoyenneté et faciliter la communication entre les citoyens et les autorités locales. Le Bureau du Citoyen mettra également à disposition des informations sur la gestion des affaires locales pour informer les citoyens et les sensibiliser à leurs droits et devoirs. Par ailleurs, l'organisation du Bureau du Citoyen est prévue au chef-lieu de chaque commune, où cette structure disposera

d'un local équipé. Le Bureau devra élaborer un plan de travail et un budget annuel, qui seront pris en compte dans le budget communal, sous réserve des ressources disponibles. Il pourra également bénéficier du soutien des partenaires techniques et financiers de la commune, avec l'accord du gouvernement. Ceci étant, prévient-on, en cas de non-respect des obligations des membres du Bureau, le maire pourra mettre fin à leurs fonctions, après avis du conseil municipal.

Avec Togo First

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	3,3

Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles



COMMUNIQUE DE PRESSE

Pour publication immédiate

## Ecobank, une nouvelle fois, remporte le prestigieux prix Euromoney de la Meilleure Banque d'Afrique pour les PME

Lomé, le 14 juillet 2023 – Ecobank, le premier Groupe bancaire panafricain, a été désigné Meilleure Banque d'Afrique pour les PME (petites et moyennes entreprises) lors des prestigieux Euromoney Awards for Excellence pour la deuxième année consécutive, ayant également remporté cette distinction en 2022.

Jeremy Awori, directeur général du Groupe Ecobank, a souligné : "Ce prix reflète l'engagement absolu de Ecobank à soutenir les PME africaines et nos innovations continues – financières et non financières – pour stimuler leur croissance et leur réussite. Nous avons pour objectif d'être la banque de choix des PME africaines. Il ne fait pas de doute que les PME sont les principaux moteurs de la croissance économique de l'Afrique, alors qu'elles créent des emplois et génèrent de la prospérité tout en éliminant la pauvreté sur l'ensemble du continent".

Ecobank a lancé des initiatives majeures en faveur des PME au cours des douze derniers mois, notamment :

- **L'Espace d'échanges commerciaux au sein du Marché Unique de Ecobank**, visant à soutenir le marché unique africain dans le cadre de la ZLECAf. Ce portail propose des informations sur la ZLECAf, l'accès à la gamme complète de produits et solutions de facilitation du commerce de Ecobank (notamment le financement du commerce, le conseil, les paiements et les encaissements) ainsi qu'un marché pour les produits, services et entreprises d'Afrique.

- **RapidCollect**, grâce auquel les entreprises clientes de Ecobank peuvent recevoir des paiements de leurs clients dans leur pays d'origine et à travers le réseau Ecobank composé de 33 filiales, instantanément et à un coût inférieur à celui de toute autre solution de paiement transfrontalier.

- Le partenariat avec Mastercard **Farm Pass**, qui nous a permis de numériser la chaîne de valeur agricole pour les petits exploitants, en simplifiant le processus d'obtention d'un prix équitable pour la production et en sécurisant les paiements.

- **Le Programme de Leadership Ellever** destiné à nos entreprises clientes dirigées par une femme ou axées sur les femmes. Les modules comprennent l'intelligence émotionnelle ; diriger avec authenticité ; définir un leadership stratégique ; maîtriser l'influence et la prise de décision et négocier pour obtenir des résultats.

- Notre **Série de cours d'éducation financière** afin d'apporter les compétences financières nécessaires aux dirigeants de PME. Le premier module de la série, intitulé "Préparer les PME aux marchés des capitaux", a attiré près de 3 500 participants inscrits.

Pour désigner Ecobank comme la Meilleure Banque d'Afrique

pour les PME, le jury a retenu l'engagement sans faille et de longue date de Ecobank à répondre aux besoins des PME.

À propos du Groupe Ecobank (également 'Ecobank Transnational Incorporated' ou 'ETI')

Le Groupe Ecobank est le premier groupe bancaire panafricain du secteur privé, doté d'une expertise africaine inégalée. Il est présent dans 35 pays d'Afrique subsaharienne, ainsi qu'en France, au Royaume-Uni, aux Emirats Arabes Unis et en Chine. Son réseau panafricain unique offre une plateforme unifiée pour les paiements, la gestion de trésorerie, le commerce et les investissements. Le Groupe Ecobank emploie plus de 14 000 personnes au service de plus de 32 millions de clients et propose une gamme complète de produits, services et solutions de la Banque des Particuliers, de la Banque Commerciale et de la Banque des Grandes Entreprises et d'Investissement à travers de multiples canaux, y compris numériques. Pour plus d'informations, veuillez consulter [ecobank.com](http://ecobank.com).



• De gauche à droite: Louise Bowman - Rédactrice, Euromoney ; Fabrice Grogga - Banque de financement et d'investissement, Ecobank ; Jon Sopel - Présentateur, LBC



## Pêche

## Le Gabon accepte formellement l'Accord sur les subventions

Le Gabon a déposé son instrument d'acceptation de l'Accord sur les subventions à la pêche le 12 juillet, devenant ainsi le troisième pays africain à le faire. L'Ambassadrice Mireille Sarah Nzenze a présenté l'instrument d'acceptation de son pays à la Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Ngozi Okonjo-Iweala. Plus du tiers des acceptations nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord ont désormais été obtenues.

● Joël Yanclo

L'instrument d'acceptation formelle du Gabon est le 13<sup>ème</sup> instrument reçu par l'OMC. La liste des membres qui ont soumis leur acceptation de l'accord est disponible ici. L'acceptation des deux tiers des membres de l'OMC est nécessaire pour que l'accord entre en vigueur. « Je suis reconnaissante au Gabon pour son acceptation formelle de l'Accord de l'OMC sur les subventions à la pêche. La pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) coûte à l'Afrique plus de 2,3 milliards de dollars de pertes économiques chaque année, selon les estimations de la Commission de l'Union africaine. Je suis donc particulièrement heureux de voir une autre acceptation du continent. C'est le dernier signe de l'engagement du Gabon à construire un environnement et une économie océaniques véritablement durables : le pays a créé l'une des plus grandes



réserves marines d'Afrique, et son programme Gabon Bleu comprend des mesures de lutte contre la pêche INN. La consommation de poisson au Gabon est supérieure à la moyenne mondiale et la sécurité alimentaire du pays a tout à gagner de l'entrée en vigueur rapide de l'accord. J'espère que cela servira d'inspiration aux autres membres de l'OMC », a déclaré la Dg de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala. Pour l'ambassadeur Mireille Sarah Nzenze, « un grand pas a été franchi, le 17 juin 2022, lorsque les Ministres en charge du commerce sont parvenus à l'unanimité, à conclure la première partie des négociations sur

les subventions à la pêche, vieilles de plusieurs années. Les autorités de mon pays conscientes de l'urgence environnementale, notamment de sauver les océans, ont accéléré le processus de ratification interne de l'Accord sur les subventions à la pêche. En déposant son instrument d'acceptation dudit Accord, le Gabon formule le vœu que les négociations en cours, aboutissent à un accord global, qui prendrait en compte les vulnérabilités d'un certain nombre de Membres de l'OMC. » Adopté par consensus lors de la 12<sup>ème</sup> Conférence ministérielle de l'OMC (CM12) qui s'est tenue à Genève du 12 au 17 juin 2022, l'Accord sur les subventions à la pêche établit de nouvelles règles multilatérales contraignantes pour lutter contre les subventions néfastes, qui sont un facteur clé de l'épuisement généralisé de la ressource mondiale. Aussi, l'Accord reconnaît les besoins des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA) et établit un fonds pour fournir une assistance technique et un renforcement des capacités pour les aider à mettre en œuvre les obligations. L'accord interdit le soutien à la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN), interdit le soutien à la pêche des stocks surexploités et met fin aux subventions pour la pêche en haute mer non réglementée. Les membres sont également convenus à la CM12 de poursuivre les négociations sur les questions en suspens, en vue de faire des recommandations par la CM13, qui se tiendra en février 2024 à Abou Dhabi, aux Émirats arabes unis, pour des dispositions supplémentaires qui renforceraient encore les disciplines de l'Accord.



## Niger

## Inauguration de la centrale solaire de Gorou Banda

Le président de la République du Niger Mohamed Bazoum a inauguré le mercredi 5 juillet 2023, la centrale solaire de Gorou Banda dans le centre du pays. C'était en présence de Josep Borrell, le Haut représentant de l'Union européenne (UE) pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, en visite au Niger.

Lors de sa visite officielle au Niger, Josep Borrell, le Haut représentant de l'Union européenne (UE) pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, s'est rendu à Gorou Banda le mercredi 5 juillet 2023 avec le président Mohamed Bazoum pour l'inauguration de la plus grande centrale solaire photovoltaïque du pays. Le parc est équipé de 55 776 panneaux solaires installés sur un site de 27 hectares situé à seulement 12 km de la capitale Niamey. La centrale sera opérationnelle à partir du 25 août 2023, date prévue pour la connexion sur le réseau électrique national du Niger. « Cette centrale a pour vocation de réduire les délestages dans la région de Niamey. Nous sommes engagés dans des projets, parfois plus ambitieux encore pour réduire les délestages et relever le défi de l'industrialisation », a affirmé le président Bazoum lors de la cérémonie d'inauguration de la centrale solaire de Gorou Banda.

Un investissement de

## Afrique

## Le secteur privé espagnol investira dans les villes durables

Alors que les entreprises privées espagnoles s'installent de plus en plus en Afrique, la Banque africaine de développement (BAD) conclut un accord avec l'agence ICEX España Exportación e Inversiones. Objectif : mobiliser le secteur privé espagnol pour des investissements dans les infrastructures urbaines durables en Afrique.

Le Fonds de développement urbain et municipal (UMDF) accueillera davantage d'investissements du secteur privé espagnol au cours des prochaines années. C'est le but du partenariat signé entre la Banque africaine de développement (BAD) et ICEX España Exportación e Inversiones, une entité publique commerciale dont l'objectif principal est de promouvoir l'internationalisation de l'économie et des entreprises espagnoles. Dans le cadre de ce partenariat, l'ICEX mobilisera l'expertise espagnole pour les villes africaines, avec notamment une participation croisée à des événements et un partage de données et de connaissances. Plus important, l'accord consacre la coopération entre l'agence espagnole et l'UMDF, un fonds fiduciaire hébergé par la BAD dans le but de soutenir le développement des villes africaines. En outre, le mémorandum a



30 millions d'euros

Selon le gouvernement du Niger, le parc solaire sera capable de produire 53 GWh d'électricité par an, de quoi alimenter 70 000 foyers, soit 500 000 personnes dans la capitale Niamey. La centrale devrait également permettre d'éviter les émissions de 23 000 tonnes équivalent CO2 par an. Le chantier qui s'achève a été mené ces deux dernières années par un groupement d'entreprises françaises formées de Sogemcom et d'Akuo Energy. Les travaux étaient supervisés par la Société nigérienne d'électricité (Nigelec), assistée par l'ingénieur-conseil, le groupement Artelia/Depe. Gorou Banda a également pour vocation de réduire la dépen-

dance énergétique du Niger vis-à-vis de ses voisins, car « pour la région de Niamey, nous importons à peu près 70 MW du Nigeria », a rappelé le président Mohamed Bazoum lors de la cérémonie d'inauguration du nouveau parc solaire. Le projet désormais en phase d'exploitation a nécessité un investissement de 20 milliards de francs CFA, un peu plus de 30 millions d'euros financés à hauteur de 5,3 millions d'euros par l'UE. L'Agence française de développement (AFD) y a alloué 23,6 millions d'euros sous forme de prêt. L'État du Niger y a contribué à hauteur d'un milliard de francs CFA, un peu plus de 1,5 million d'euros.

Avec Afrik21



convenu de faciliter la participation de la BAD au Smart Cities Expo World Congress, prévu à Barcelone en novembre 2023, afin d'en apprendre davantage sur les objectifs et les technologies liés au développement urbain, à l'inclusivité et à la durabilité. « L'Espagne possède une grande expérience en matière d'innovation et de technologie pour les services urbains, que nous souhaitons mettre à la disposition des villes africaines », explique María Peña Mateos, la directrice générale de l'ICEX. Parmi ces solutions éprouvées figure le dessalement de l'eau de mer, une alternative essentielle dans les villes d'Afrique du

Nord et australe, confrontées au stress hydrique. Parmi les entreprises espagnoles qui investissent dans ce service spécifique figure Abengoa, l'un des plus grands groupes industriels espagnols avec un revenu de plus de 1,4 milliard d'euros enregistré en 2019. Outre l'énergie, l'entreprise investit dans le dessalement de l'eau de mer en Afrique du Nord, notamment à Agadir au Maroc. Sa compatriote Técnicas De Desalinización De Aguas (Tedagua) intervient dans le même secteur avec des contrats obtenus ces dernières années dans la ville de Sfax en Tunisie et Doraleh à Djibouti.

Avec Afrik21

vendredi 14 juillet 2023

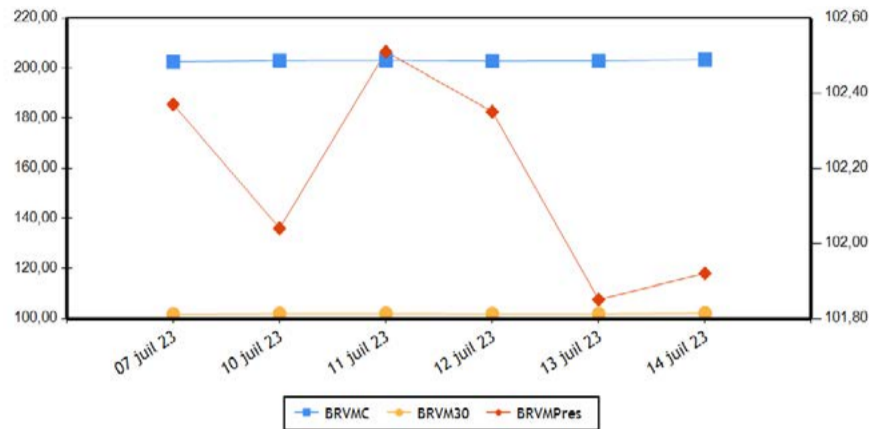
N° 133

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>203,38</b>
Variation Jour	0,23 %
Variation annuelle	0,08 %

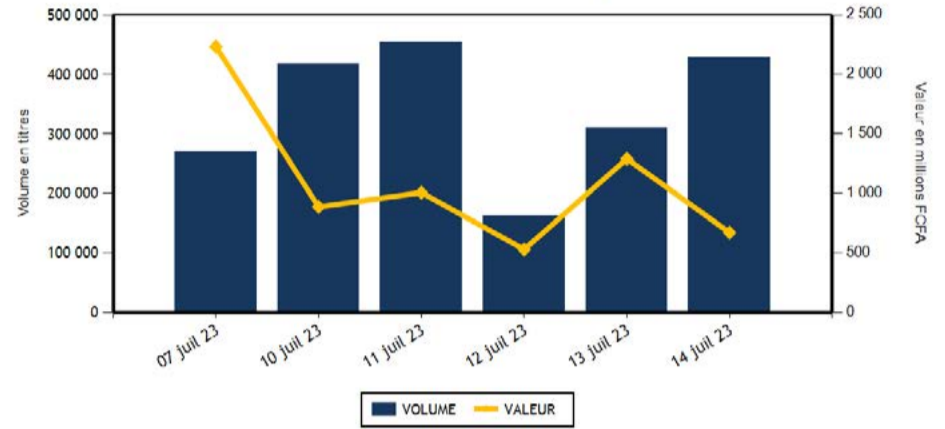
<b>BRVM 30</b>	<b>102,07</b>
Variation Jour	0,27 %
Variation annuelle	2,07 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>101,92</b>
Variation Jour	0,07 %
Variation annuelle	1,92 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 566 290 193 491	0,23 %
Volume échangé (Actions & Droits)	427 253	56,44 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	663 923 317	-33,92 %
Nombre de titres transigés	42	0,00 %
Nombre de titres en hausse	13	-7,14 %
Nombre de titres en baisse	19	26,67 %
Nombre de titres inchangés	10	-23,08 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAPH CI (SPHC)	3 015	4,87 %	-39,64 %
SOGB CI (SOGC)	4 250	4,29 %	-25,04 %
SETAO CI (STAC)	1 145	4,09 %	20,53 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	5 790	3,76 %	17,09 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	845	3,68 %	-9,14 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	101,92	0,07 %	1,92 %	350 624	416 022 762	6,16
BRVM-PRINCIPAL	36	98,45	0,40 %	-1,55 %	76 629	247 900 555	11,92

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	99,65	0,11 %	-4,38 %	22 693	55 428 010	29,03
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	485,83	0,09 %	-0,69 %	21 733	232 471 930	9,00
BRVM - FINANCES	15	79,45	0,16 %	5,22 %	340 483	185 218 227	6,27
BRVM - TRANSPORT	2	395,40	0,00 %	15,72 %	3 585	5 746 000	8,78
BRVM - AGRICULTURE	5	221,44	2,16 %	-21,91 %	18 323	157 679 335	11,48
BRVM - DISTRIBUTION	7	364,39	0,32 %	1,63 %	20 076	26 967 615	12,94
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 412,79	4,09 %	20,53 %	360	412 200	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	9,33
Taux de rendement moyen du marché	8,14
Taux de rentabilité moyen du marché	8,78
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	125
Volume moyen annuel par séance	518 354,00
Valeur moyenne annuelle par séance	977 310 314,48

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	10,29
Ratio moyen de satisfaction	46,84
Ratio moyen de tendance	455,22
Ratio moyen de couverture	21,97
Taux de rotation moyen du marché	0,04
Prime de risque du marché	4,82
Nombre de SGI participantes	28

## Définitions

Volume moyen annuel par séance  
Valeur moyenne annuelle par séance  
Ratio moyen de liquidité  
Ratio moyen de satisfaction  
Ratio moyen de tendance  
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances  
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation  
PER moyen du marché  
Taux de rendement moyen  
Taux de rentabilité moyen  
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)  
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
Fax : +225 20 32 66 84  
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



## France

## Annecy ne pourra pas limiter les logements touristiques

Judi, la justice a donné tort à la ville d'Annecy, en France, alors qu'elle voulait réduire les logements touristiques.

En France, la Ville d'Annecy va devoir suspendre la mise en place prévue de quotas de meublés de tourisme à la suite d'une décision du Tribunal administratif de Grenoble, en attendant un jugement sur le fond, a-t-elle indiqué jeudi. Cette mesure, destinée à lutter contre la prolifération des locations de courte durée, avait été votée par l'agglomération du Grand Annecy en février, pour une entrée en vigueur le 1er juin. Elle visait à «ramener les logements vers leur fonction première, qui est l'habitation à l'année», et à «retrouver un équilibre» entre les visiteurs et les personnes qui vivent et travaillent à Annecy, avait argué la Municipalité lors du vote.



Le juge des référés a estimé que «deux moyens d'illégalité invoqués par les requérants étaient de nature à créer un doute sérieux quant à leur légalité», selon un communiqué. «Je prends bonne note de cette première décision dans l'attente du jugement au fond, attendu d'ici à six mois à un an. La décision sur le fond qui émanera du Tribunal administratif de Grenoble nous permettra d'établir un règlement que j'ai toujours souhaité équilibré», a réagi Frédérique Lardet, présidente de l'Agglomération du Grand Annecy.

## «Doute sérieux»

Mais le Tribunal administratif de Grenoble, saisi par le syndicat Annecy meublés et le syndicat des conciergeries de Haute-Savoie, a indiqué jeudi avoir prononcé la suspension de ces délibérations.

## «Avancées significatives»

(AFP)

## Royaume-Uni

## Face aux taux des prêts immobiliers qui explosent, les proprios tremblent

Les prêts hypothécaires ont atteint, mardi au Royaume-Uni, leur plus haut depuis 15 ans. Sur les réseaux sociaux, les propriétaires se disent «terrifiés» à l'idée de voir leurs mensualités s'envoler.

Les taux de certains prêts immobiliers très courants au Royaume-Uni se sont hissés mardi à leur sommet depuis 15 ans, conséquence des tours de vis de la Banque d'Angleterre face à l'inflation, alimentant les craintes de propriétaires britanniques de voir leurs mensualités s'envoler. Dans un pays où l'immense majorité des prêts hypothécaires sont fixés pour cinq ans ou moins, obligeant les propriétaires à signer périodiquement un nouveau crédit aux prix du marché, le taux moyen à deux ans a atteint mardi 6,66%, un record depuis 2008, selon le site de données financières Moneyfacts. Le taux a dépassé mardi un pic atteint en octobre après la tempête financière provoquée par l'éphémère gouvernement de Liz Truss, qui avait affolé les marchés avec un budget aux dépenses massives et non financées, faisant s'envoler les taux d'emprunts des bons du trésor et, par ricochet, des prêts hypothécaires.

## L'inflation la plus élevée du G7

«Je sais que les choses sont difficiles pour de nombreuses familles», a réagi mardi le

Premier ministre Rishi Sunak, ajoutant que sa priorité était de faire baisser l'inflation – actuellement à 8,7% dans le pays, la plus élevée du G7 – à l'origine d'une sévère crise du coût de la vie. Près de 300 francs de plus par mois pour les nouveaux clients. Les témoignages de propriétaires britanniques s'accumulent, souvent anonymes, sur les réseaux sociaux, certains se disant «paniqués», voir «terrifiés» à la perspective de voir leurs mensualités augmenter de plusieurs centaines de livres. Il y a actuellement «une augmentation significative des tarifs pour les clients», d'environ 235 livres (env. 267 francs) par mois en moyenne, soit environ un tiers de leur paiement initial, pour les propriétaires qui signent sur un nouveau taux, décrit Henry Jordan, de la société de promotion immobilière et crédit Nationwide. Mais pour l'instant, la société n'a «pas encore constaté d'augmentation significative des retards» de paiement, a-t-il ajouté, s'exprimant mardi devant une commission parlementaire aux côtés d'autres responsables d'organismes

de prêts, qui disent constater la même chose.

## Les taux vont encore monter

Le gouvernement britannique a annoncé fin juin des mesures pour soulager les propriétaires britanniques, offrant notamment davantage de flexibilité pour réduire ses mensualités en augmentant la durée de son prêt ou en ne remboursant que les intérêts pendant un certain temps. Mais le pire pourrait être à venir, car les taux des crédits immobiliers sont liés au taux directeur de la Banque d'Angleterre, qui l'a relevé le mois dernier pour la 13e fois de suite. Et le marché s'attend à ce que ses hausses de taux se poursuivent. «Cela devrait aggraver la situation des titulaires de prêts immobiliers, d'autant plus que 700'000 crédits doivent expirer au cours du seul second semestre 2023», prévoit Matthew Ryan, analyste chez Ebury. Selon lui, «les taux hypothécaires plus élevés contribueront à une activité économique plus faible au début de 2024», et l'économie britannique pourrait bien entrer en récession au premier semestre de l'an prochain.

(AFP)

## Brésil

## Coincée entre un frigo et une armoire à Sao Paulo

Dans la mégapole brésilienne, les appartements Tétris de plus en plus petits inondent le marché. Retour sur le phénomène.

Lara Maia s'affaire sur son ordinateur portable posé sur un petit bureau coincé entre le frigo et une armoire, en face du lit posé contre un mur. Cette informaticienne brésilienne de 34 ans vit et travaille dans un studio de 16 m<sup>2</sup>, chose rare il y a encore quelques années à Sao Paulo, la plus grande mégapole d'Amérique Latine. «Je n'ai pas besoin de plus que ça: je suis proche de tout et je me sens libre de pouvoir déménager quand je veux avec quelques valises», dit-elle en contemplant les lieux orangés du coucher de soleil sur les gratte-ciels, depuis sa petite fenêtre au 16e étage. Son studio est situé à Bela Vista, quartier prisé et central de Sao Paulo, mégapole de 11,5 millions d'habitants où des appartements de plus en plus petits ont commencé à inonder le marché immobilier ces dernières années. Le micro-logement est un phénomène commun aux grandes métropoles du monde entier, mais il est plus récent au Brésil. À Sao Paulo, l'offre de résidences de moins de 30 m<sup>2</sup> a été multipliée par 35 en six ans, passant de 461 logements en 2016 à 16'261 en 2022, selon les chiffres du Syndicat de l'immobilier Secovi-SP. Un boom dû à des investissements ciblés dans ce secteur et aux politiques d'urbanisme des autorités locales.



socials regorgent d'images insolites. Mais pas de quoi freiner la demande, pour ces logements très prisés par les 20-39 ans, selon une enquête de l'agence immobilière en ligne Quinto Andar. «Ce sont des jeunes actifs, de classe moyenne, voire moyenne supérieure, en début de carrière, célibataires pour la plupart, attirés par des logements modernes et bien situés, près de leur lieu de travail ou bien desservis par les transports en commun», un avantage considérable dans une ville aux embouteillages monstres, explique Ely Wertheim, président du Secovi-SP.

## Comparable à New York ou Tokyo

Rodger Campos, économiste de la plateforme d'immobilier Loft, compare Sao Paulo, la cinquième ville la plus peuplée au monde, à d'autres mégapoles comme New York ou Tokyo, où l'offre de micro-logements est abondante depuis bien plus longtemps. «Il y a une grande densité de population et c'est une ville connectée au monde entier», décrit-il. Le boom récent du micro-logement à Sao Paulo s'explique

également par la forte baisse des taux d'intérêt de 2018 à 2021, qui a incité des investisseurs à acheter des studios pour les louer, selon José Armenio, secrétaire-adjoint à l'Urbanisme de la capitale économique du Brésil. Il cite également la décision de la mairie d'abaisser en 2014 le tarif des permis de construire pour des immeubles comprenant des appartements à taille réduite. L'objectif initial était d'augmenter la densité d'habitants dans des zones bien desservies par les transports en commun, avec des logements plus accessibles pour les populations moins aisées.

## Le mètre carré le plus cher

Mais au final, «les appartements de moins de 30 m<sup>2</sup> ont le mètre carré le plus cher de la ville», explique Rodger Campos. Le conseil municipal a approuvé récemment une révision du plan d'urbanisme, qui rend plus chère la construction de micro-logements pour inciter à bâtir davantage de logements sociaux plus spacieux pour les familles nombreuses.

(AFP)

## Course spatiale

## L'Inde vise à nouveau la Lune

Quatre ans après un essai raté, l'Inde lance ce vendredi un appareil direction la Lune. Un atterrissage réussi marquerait la première étape avant les missions avec humains.

L'Inde talonne les grandes puissances dans la course spatiale. Le pays se lance vendredi dans une nouvelle tentative d'atterrissage non habité sur la Lune, la prochaine frontière d'un programme spatial ambitieux en plein essor. Si la mission est couronnée de succès, le pays le plus peuplé du monde avec plus de 1,4 milliard d'habitants rejoindrait le club très fermé des pays ayant réussi un alunissage contrôlé, soit la Russie, les États-Unis et la Chine. Une foule immense est attendue lors du lancement prévu vendredi à 14h35

locales (11h05 en Suisse) depuis le centre spatial Satish Dhawan, près de Chennai (sud). «Je suis très heureux et plein d'espoir», a indiqué à l'AFP K. Sivan, le chef de l'Organisation indienne de recherche spatiale (ISRO) lors de la dernière tentative d'alunissage. La dernière tentative du programme Chandrayaan («Mooncraft») intervient quatre ans après un échec, l'équipe au sol ayant perdu le contact peu avant l'atterrissage sur la Lune. Mais cette fois, l'ISRO a bon espoir de réussir et se projette déjà dans une future mission habitée sur la Lune. «Nous sommes sûrs que

cette mission sera réussie et apportera fierté et reconnaissance à ceux qui ont œuvré pour elle», a déclaré à l'AFP Anil G. Verma du principal fournisseur de moteurs et de composants du programme spatial indien, Godrej & Boyce. Cette mission d'une durée de 14 jours représente un coût de 74,6 millions de dollars, selon les médias. L'objectif est de faire atterrir avec succès un rover, un robot mobile, pour explorer la surface de la Lune. La mission de vendredi confirme les grandes ambitions de l'Inde dans ce domaine.

(AFP)



## Chronique de Mo Ibrahim

### Ne tenez pas l'Afrique pour acquise

Faire évoluer les idées reçues sur le continent africain est la priorité de la Fondation Mo Ibrahim (MIF) depuis sa création en 2006. C'est tout l'objet de ce dernier rapport "Global Africa", qui vise à mettre en exergue à la fois le potentiel et les atouts considérables de l'Afrique dans le monde d'aujourd'hui, la diversification croissante de ses partenaires, mais aussi son insuffisante représentativité dans l'architecture multilatérale actuelle, très en-deçà du minimum syndical. Ce dernier point fut au centre de nos échanges lors du Ibrahim Governance Weekend 2023 (IGW), qui s'est tenu à Nairobi du 28 au 30 avril. C'était notre premier retour sur le continent depuis la crise du Covid, et ce fut un grand moment de retrouvailles et d'échanges directs, à tous les niveaux, avec les grands acteurs de notre continent, sur la nécessité et les moyens de tirer le meilleur de notre potentiel.

Le monde change. Soyons objectifs. Les hypothèses passées sont remises en cause, l'ordre ancien enregistre de multiples fractures. Changement climatique et pandémies ignorent les frontières et appellent à des solutions partagées. De nouvelles puissances émergent, les équilibres géostratégiques sont en constante recomposition. Quelle est alors exactement la place de l'Afrique, avec sa jeunesse en pleine croissance, ses ressources naturelles clés, ses géographies et parcours divers ? Le temps est passé de sous-estimer notre continent, de lui parler de haut, de lui donner des instructions. Ne tenez pas l'Afrique pour acquise.

Je me réjouis de voir que la dynamique en faveur d'une réforme du système multilatéral prend enfin de l'ampleur. Notamment l'attribution d'un siège permanent à l'Union africaine (UA) au sein du G20, pour laquelle je milite depuis longtemps, récemment encore dans l'édition du centenaire de Foreign Affairs. L'intérêt fondamental du G20 réside dans sa représentativité : plus large que le G7, mais suffisamment restreint pour tenir autour d'une table. Vingt gouvernements s'y retrouvent- 19 grands pays plus l'Union Européenne - définis par leur "importance systémique pour l'économie mondiale". Ce que "systémique" signifie exactement est sujet à interprétation. Cette ambiguïté explique sans doute pourquoi, alors que l'Afrique héberge près d'un cinquième de la population mondiale (proportion qui ne cesse d'augmenter), elle n'est représentée que par un seul siège au G20 : celui de l'Afrique du Sud. En comparaison, l'Europe, qui représente moins d'un dixième de la population mondiale, détient six sièges à elle seule : Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Russie plus l'Union Européenne.

Défendue l'an dernier par le président Macky Sall lorsqu'il était à la tête de l'Union Africaine (UA), l'idée d'un siège spécifique pour l'UA a rapidement été soutenue par la France,

puis les États-Unis et l'Allemagne ainsi que par plusieurs grands pays du Sud Global : Brésil, Chine, Indonésie. Le sommet du G7 en mai 2023 a marqué un tournant important, car pour la première fois, l'UA a été invitée en tant qu'observatrice. Les conclusions du G7 ont d'ailleurs inclus un soutien à une représentation renforcée de l'Afrique dans les forums internationaux. Toutes ces bonnes paroles restent à traduire dans les faits. En juin, l'Inde a également apporté son soutien, avec l'envoi d'une lettre de Narendra Modi à tous les dirigeants du G20, proposant une adhésion complète et permanente de l'UA à partir du prochain sommet organisé par l'Inde.

Lors du Sommet de Paris pour un Nouveau Pacte Financier Mondial (22-23 juin 2023), plusieurs chefs d'État et de gouvernement africains ont plaidé d'une seule et même voix en faveur d'un système multilatéral plus équitable, avec le soutien notamment du président Macron et du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres. Je salue enfin la toute récente position du Conseil européen du 30 juin 2023 — soutenir la représentation de l'UA au sein du G20 est bien la logique même pour son organisation « jumelle ». Il faut maintenant qu'un consensus émerge à temps pour que le sommet du G20 de New Delhi les 9 et 10 septembre entre dans l'histoire comme premier sommet du G21, avec l'UA en tant que membre permanent à part entière. Le temps est compté.



● Mo Ibrahim

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Avec cet aspect de Mercure, facilités sur le plan financier, mais le moment ne sera pas idéal pour investir massivement. Prévoyez dès aujourd'hui qu'il pourrait survenir des retards dans les rentrées d'argent que vous attendez pour bientôt.

**Taureau** L'ambiance astrale de la journée sera propice à une bonne solution des problèmes financiers qui vous tracassent. Vous aurez intérêt à rechercher l'aide d'autrui. Il y aura la possibilité de contracter un emprunt avantageux grâce à la bonne impression que vous aurez su donner. La solution pourrait même provenir d'un don ou d'un héritage. De toute façon, vous bénéficierez d'appuis astraux efficaces.

**Gémeaux** Le moment est opportun de plonger le nez dans vos comptes et de mettre au point de nouvelles stratégies financières. Si vous avez l'intention d'acquiescer une maison, une voiture, vous aurez des idées judicieuses.

**Cancer** La journée sera favorable aux investissements. Mais il serait peut-être opportun de consulter un psychologue à propos de vos associés. Aujourd'hui, vos intérêts financiers seront bien soutenus, et vos affaires devraient connaître une activité supérieure à la normale.

**Lion** Pleins feux sur votre situation matérielle ! Les influences planétaires vous seront très favorables, et vous pourrez faire fructifier habilement vos ressources. Les placements à court terme seront les plus lucratifs.

**Vierge** Les inconséquences sur le plan financier ne se pardonneraient pas. Ne cherchez pas à trop en faire uniquement pour paraître ; cela se retournerait contre vous à plus ou moins brève échéance. Comme la planète Jupiter vous inclinera à être trop sensible au prestige et à la situation, vous risquez fort de commettre des erreurs de jugement regrettables. Sachez qu' "on se ruine souvent pour soutenir qu'on est riche" (Gustave Le Bon).

**Balance** Les astres n'étant pas cléments avec vous sur le plan financier aujourd'hui, vous devrez concentrer vos efforts en vue d'améliorer votre situation. Vous avez les qualités requises pour arriver. Cependant, attention à ne pas compromettre vos chances en recourant à n'importe quel procédé. Soyez raisonnable ; et surtout ne vous jouez pas des lois, car cela est susceptible de ne vous amener que des ennuis.

**Scorpion** Du fait de cet aspect d'Uranus, vous n'aurez pas toute votre clarté de jugement habituelle cette fois. Abstenez-vous donc de traiter des affaires importantes ou de mener des transactions financières délicates. Vous ne retrouverez votre bonne intuition que dans un jour ou deux.

**Sagittaire** Si vous êtes très pressé de faire fortune, vous risquez d'être déçu ; vous risquez même d'avoir de sérieuses complications si vous utilisez des moyens pas très honorables : "Celui qui se hâte de s'enrichir ne sera pas innocent" (Livre des Proverbes). En revanche, vous serez en mesure d'effectuer des opérations profitables à long terme.

**Capricorne** Saturne en cet aspect jouera positivement. Attention, ne rêvez pas : cette planète ne vous promet pas de gagner au Loto ! Mais elle vous incitera à gérer sagement votre budget. Les mieux organisés pourront même mettre un peu d'argent de côté et le placer intelligemment.

**Verseau** Résistez à toute envie d'achat, car vous ne penserez qu'à acquiescer certaines choses tout à fait inutiles. "C'est payer trop cher que d'acheter un sou ce qui ne sert pas" (Caton le Censeur).

**Poisson** En affaires, vous préférerez vous fier à votre instinct plutôt qu'à votre raisonnement. Ce sera un mauvais calcul : cette tactique ne vous réussira guère à cause de l'influence négative de Saturne. Alors, autant attendre un peu et ne vous attaquer aux choses sérieuses que lorsque vous serez sûr d'avoir retrouvé tout votre flair habituel. Dans tous les cas, il serait bon de prendre conseil.

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

### Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

### Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Gérard DAMAWOU

**COMMUNIQUÉ  
DE PRESSE****3<sup>ÈME</sup> TOURNÉE NATIONALE D'ÉCHANGES ET DE SENSIBILISATION  
À L'ATTENTION DES COMMUNES ET DES CONSOMMATEURS**

LOME, Togo, le 14 juillet 2023

L'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP), en collaboration avec les associations de protection des droits des consommateurs, à savoir la Ligue Togolaise des Consommateurs (LCT), l'Association Togolaise des Consommateurs (ATC) et le Mouvement Martin Luther King (MMLK), a organisé du **19 juin au 11 juillet 2023** la troisième tournée nationale d'échanges, de sensibilisation et d'information à l'endroit de deux cent trente-quatre (234) représentants des cent dix-sept (117) communes du Togo et de plus de sept cent (700) représentants locaux des trois associations des consommateurs partenaires.

Les participants ont été réunis dans dix (10) villes étapes : Aného, Atakpamé, Bassar, Dapaong, Lomé, Kara, Kpalimé, Mango, Notsè, Sokodé. Les échanges ont porté sur des sujets d'intérêt majeur pour le secteur des communications électroniques au Togo. Il s'agit par ordre de priorité :

- **de la problématique de la mauvaise qualité de service :**

L'ARCEP est revenue sur les résultats de la dernière campagne nationale de mesures de qualité de service qui ont révélé que les services mobiles offerts aux consommateurs sont d'un niveau de qualité très peu satisfaisant avec un taux de conformité de 48% pour Togo cellulaire et de 37% pour Moov Africa Togo. De manière plus détaillée, l'ARCEP a présenté aux participants les résultats concernant leurs propres localités ainsi que les actions entreprises pour amener les opérateurs à faire les investissements nécessaires en vue de corriger les manquements relevés.

- **des tarifs élevés pratiqués par les opérateurs mobiles en entrée de gamme :**

Bien que les tarifs des services mobiles aient connu une baisse significative de 71% chez Moov et de 63% chez Togo Cellulaire au cours des deux (02) dernières années, la majorité des consommateurs rencontrés ont estimé, que les tarifs, notamment ceux de l'internet, demeurent toujours trop élevés, surtout pour les personnes à faible revenu. L'ARCEP s'est engagée à travailler avec les opérateurs pour faire baisser davantage les tarifs afin de réduire la fracture numérique conformément à la feuille de route gouvernementale.

- **des dispositifs mis en place pour la protection des consommateurs :**

L'ARCEP a sensibilisé les participants sur les mesures et actions concrètes contribuant à la défense et à la protection des droits des consommateurs. Il s'est agi notamment, d'informer de :

- la disponibilité d'un centre d'appel gratuit, accessible au numéro 8000, pour signaler à l'ARCEP les plaintes et les réclamations ;
- la possibilité de bénéficier d'une compensation en cas de défaillance des fournisseurs de service internet fixe ;
- la possibilité de refuser de recevoir les messages intempestifs, à caractère commercial et publicitaire.

4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA – Immeuble ARCEP • BP 358 Lomé, Togo  
Tél : +228 22 23 63 80 • Fax : +228 22 23 63 94 • www.arcep.tg • E-mail : arcep@arcep.tg

- **de la protection contre les rayonnements non ionisants :**

L'ARCEP a présenté le cadre réglementaire relatif à la protection des citoyens contre les rayonnements non ionisants et les actions mises en place par l'ARCEP pour s'assurer de son respect par les opérateurs.

Enfin, les participants ont été invités à participer à l'enquête de satisfaction clients, lancée par l'ARCEP, le 19 juin 2023 afin de mieux porter leur voix.

Cette troisième tournée nationale a permis à l'ARCEP de sensibiliser, d'aller à l'écoute des consommateurs résidant dans les différentes localités du Togo et de recueillir les plaintes sur les services fournis par les opérateurs. A cet effet, un cadre de partenariat avec les communes du Togo est en cours de création afin de renforcer la protection des droits des consommateurs sur toute l'étendue du territoire national.

Le communiqué de presse est disponible sur le site de l'ARCEP :  
<https://arcep.tg/wp-content/uploads/2023/07/CP20230714-tournee-nationale-juillet-2023.pdf>



4638, Boulevard Général Gnassingbé Eyadema – Cité OUA – Immeuble ARCEP • BP 358 Lomé, Togo  
Tél : +228 22 23 63 80 • Fax : +228 22 23 63 94 • www.arcep.tg • E-mail : arcep@arcep.tg

**Football**

# La CAF annonce une augmentation significative de ses revenus

La Confédération africaine de football (CAF) a annoncé, jeudi 13 juillet 2023, des revenus commerciaux de 125,2 millions de dollars US - une augmentation de 17% d'une année sur l'autre. L'annonce a été faite lors de la 45ème Assemblée Générale Ordinaire de la CAF ("AGO") à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

● **Wilson Lawson**

L'augmentation significative de 21,6 millions de dollars de la croissance des revenus par rapport à l'année financière précédente a été largement motivée par une augmentation des droits TV et de sponsoring de la CAF, plaçant fermement l'Organisation sur la voie du redressement financier. Le Président de la CAF, Dr Patrice Motsepe, a tenu sa promesse d'investir plus d'argent dans les compétitions de la CAF et de rendre le football africain autonome. La CAF a dû prendre des décisions difficiles concernant le différend de longue date avec certains de nos partenaires en réglant les questions à l'amiable. Ceci, ainsi que d'autres dispositions des normes comptables recommandées par les auditeurs de la CAF, ont été entièrement pris en compte dans les finances. Au cours de l'année considérée, la CAF a enregistré une amélioration de la perte totale globale de 15,7 millions de dollars par rapport à la situation de l'année précédente. Les compétitions interclubs (TotalEnergies CAF Champions



League et TotalEnergies CAF Confederation Cup), la Super Coupe de la CAF, la CAF Women's Champions League, la Coupe d'Afrique des Nations de FUTSAL et le Programme Scolaire Africain devraient être lancés au cours de l'exercice 2023/2024 avec un budget prévisionnel de 110 millions de dollars, consacré à l'organisation et à la dotation financière de ces compétitions de premier plan. L'augmentation des ressources financières pour l'organisation des compétitions de la CAF vise à accroître la popularité mondiale et la stature des tournois de premier plan de la CAF. Les dépenses de développement ont augmenté de 19,3 millions de dollars à près de 24 millions de dollars, en raison d'une augmentation de la subvention versée aux associations membres et aux

unions zonales pour le développement du football sur le continent. L'investissement de la CAF dans le développement du football devrait se poursuivre en mettant l'accent sur les compétitions féminines et de jeunes, le développement des capacités des arbitres, l'investissement dans les arbitres assistants vidéo (VAR) au niveau zonal et le renforcement de la gouvernance et des contrôles autour du financement des associations membres et des zones. La CAF a prévu une nouvelle augmentation des revenus pour cet exercice financier - sur la base de la prochaine Coupe d'Afrique des Nations CAF TotalEnergies Côte d'Ivoire 2023. Le coup d'envoi de ce tournoi phare est prévu en janvier 2024 en Côte d'Ivoire et devrait considérablement renflouer les caisses de la CAF.

**Commune Agou 1**

# Les données du recensement des contribuables présentées

Les données du recensement des contribuables des recettes fiscales et non fiscales de la commune Agou 1 ont été présentées aux acteurs pour validation, le vendredi 14 juillet à Agou-Gadzépé.

Cette opération d'élaboration et d'actualisation du fichier des contribuables est à l'actif de la mairie d'Agou 1. Elle a reçu l'appui de la Coopération technique allemande (GIZ) dans le cadre du partenariat germano-togolais pour les réformes à travers le Programme décentralisation et gouvernance (Pro-DeG IV). L'objectif est de doter à la commune Agou 1 d'un fichier actif compor-

tant les données ainsi que la géolocalisation des contribuables installés et opérant sur le territoire communal pour une meilleure mobilisation des ressources financières. Les données présentées révèlent que le nombre total des contribuables sur le territoire de la commune Agou 1 est de 2.346 repartis en deux groupes dont 1475 femmes. Il s'agit de 2096 contribuables des recettes non fiscales qui sont gérés

par la mairie et de 250 contribuables des recettes fiscales qui sont gérés par l'Office togolaise de recettes (OTR). Le conseiller technique au ProDeG IV, Assigbé Kokou Alonyo a indiqué que, « disposer d'un fichier est une bonne chose, mais en faire réellement usage et veiller à son actualisation périodique est encore mieux ».

Avec ATOP/BSM/BA

**Togo / Religion**

# La Conférence épiscopale s'engage contre les abus sexuels dans l'Église

Le scandale des violences sexuelles qui secoue l'Église est aussi une réalité au Togo. Pour combattre ce fléau, l'épiscopat du pays a réaffirmé au Saint-Siège son ferme engagement à lutter contre toute forme d'agressions commises par le clergé ou tout autre agent pastoral.



● **Session de clôture de l'année pastorale 2022-2023 dans l'archidiocèse de Lomé, le 7 juillet 2023/Charles Ayetan**

Le 7 juillet 2023, l'archevêque de Lomé, Mgr Nicodème Barri-gah-Bénissan, a insisté sur « l'urgence de lutter contre les abus sexuels dans l'Église ». C'était l'occasion de la clôture de l'année pastorale 2022-2023, au Centre Christ Rédempteur de Lomé. À cette session, le père Séverin Gakpe, chancelier, a confirmé que « tous les prêtres de l'archidiocèse de Lomé ont déjà signé le code de conduite de protection contre les abus », un processus en cours au niveau des instituts religieux. Depuis quelques années, l'Église traverse une crise liée au scandale des violences à caractère sexuelles commis par des agents pastoraux. Face à cette triste réalité, le Vatican a déclaré la tolérance zéro contre ces violences et exige que toutes les Églises locales prennent les dispositions idoines pour dénoncer et punir ces agressions exercées sur des enfants ou des adultes vulnérables.

**Un protocole de protection contre les abus**

La Conférence épiscopale togolaise a transmis au Saint-Siège son Protocole pour la protection des mineurs signé le 9 février 2023 par son président, Mgr Benoit Alowonou, évêque de Kpalimé. Au cours de leur 133e session ordinaire tenue du 13 au 16 juin à Lomé, le nonce apostolique Mgr Mark Gerard Miles a félici-

té et remercié les évêques pour ce protocole remis au pape François. Ce document est le fruit des travaux du Service épiscopal chargé de la protection des enfants au Togo. Cet organe est chargé de la coordination de toutes les questions relatives à la protection des mineurs, du traitement des plaintes, de la sensibilisation et la formation des agents pastoraux et de l'évaluation de la mise en œuvre du protocole. Le père Pierre Marie Chanel Affognon, directeur national de l'enseignement catholique, qui a participé à l'élaboration de ce protocole explique que ce document « prévoit un code de bonne conduite que chaque agent pastoral a l'obligation de signer sous forme d'engagement à observer », à savoir l'évêque, les prêtres, les personnes consacrées, les responsables des institutions, associations, mouvements ayant en charge les enfants ou œuvrant dans le domaine des enfants. Il est aussi prévu un engagement des responsables juridiques et une grille d'autoévaluation à remplir périodiquement. Pour Bruno Haden, secrétaire général de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (Acat-Togo), « ce protocole pour la protection des mineurs est une grande avancée dans le cadre de la pastorale des enfants ».

**Des cas de violences sexuelles**

Avant la Conférence épiscopale, l'enseignement catho-

lique au Togo avait déjà publié son Protocole de protection des enfants contre les abus sexuels. « Ce protocole est déjà en application dans les établissements scolaires catholiques dès la rentrée académique 2022-2023 », confirme un enseignant. En 2022, Crépin Assignon, catéchiste à la paroisse d'Adidogomé, à Lomé, a suivi une formation relative au dispositif de protection des abus sexuels. « La sensibilisation et la formation sur les abus se poursuivent dans les paroisses », confirment plusieurs fidèles. « Les questions d'abus sont une réalité au sein du système éducatif au Togo, y compris l'enseignement catholique, dans ses formes multiples », confie le directeur national de l'enseignement catholique. Il y a une dizaine d'années, ce prêtre avait connu des cas d'abus sur mineur en milieu scolaire quand il était directeur diocésain de l'enseignement. « À l'époque, au moins trois cas ont été dénoncés et leurs auteurs condamnés à des peines d'emprisonnement », se souvient-il en ajoutant que ces dernières années dans plusieurs diocèses, « des cas d'abus commis par des enseignants ont été dénoncés ». Toutefois dans de rares cas, « il peut s'agir de fausses accusations d'abus sexuels dans l'intention de nuire », déplore le père Affognon concernant un cas récent dans un collège.

Avec africa.la-croix.com

**Le Togo en chiffres**

<b>Nigéria</b>	4,0	<b>Malaisie</b>	2,7
<i>Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100</i>			
<b>Produits échangés</b>			
<b>1,0 Mds USD de produits exportés en 2020</b>		<b>2,2 Mds USD de produits importés en 2020</b>	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4

<b>colorés</b>			
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Motocycles - y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles - y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

*Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100*

4<sup>ème</sup> Foire  
MADE IN TOGO



28 JUILLET | 20  
> 06 AOÛT | 23  
au CETEF 

consommons local



Produits  
**100%**  
togolais



 (+228) 91 20 70 70 / 99 20 70 70

   @FOIREMADEINTOGO

CMJN

CMJN